



AVIS SUR LE BUDGET PRIMITIF 2026 DE LA CTM

**Adopté à l'unanimité des membres présents
moins trois abstentions en séance plénière
du CÉSECÉM du 15 décembre 2025**



Flashez le QR code pour rejoindre la chaîne WhatsApp du CÉSECÉM



SOMMAIRE

1— ANALYSE GÉNÉRALE :	page : 3
1A-Le budget général (en mouvements réels)	page : 3
1B-Les recettes du budget principal :	page : 4
1C-Les dépenses	page : 4
2— BUDGETS ANNEXES :	page : 5
2A-BGPISE : 2 960 310€	page : 5
2B-LTA : 4 336 358€	page : 6
2C-CEDRE : 2 781 380€	page : 6
2D-CTEBIOM : 4 266 248€	page : 6
2E-THD : 4 266 248€	page : 6

Vu les articles L.7211-1 et suivants du Code général des Collectivités territoriales, relatifs à la Collectivité Territoriale de Martinique,

Vu les articles L7226-1 et suivants du Code général des Collectivités territoriales, relatifs aux compétences du Conseil Economique, Social et Environnemental de la culture et de l'éducation de Martinique

Vu la lettre de saisine de Monsieur le Président de l'assemblée de Martinique en date du 20 novembre 2025, sollicitant un avis sur le budget primitif 2026 de la Collectivité Territoriale de Martinique,

Dans le cadre de la saisine obligatoire relative aux documents budgétaires de la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), le CÉSECÉM, troisième organe de la collectivité territoriale, est appelé à se prononcer sur le document transmis.

La plénière du CÉSECÉM est invitée à se prononcer sur les documents suivants :

- L'exposé des motifs du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour l'exercice 2026 ;
- Le document budgétaire, incluant les projets de budget principal et annexes du Périmètre du Sud Est irrigué (PISE), du Laboratoire Territorial d'Analyse (LTA), du Très Haut Débit (THD), du CEDRE et du CTEBIOM.
- Le projet de délibération relatif à l'adoption du budget primitif de la Collectivité Territoriale de Martinique pour 2026.

Il s'inscrit dans un contexte local, national et international très contraint et incertain.

Pour mémoire, les priorités exprimées par la CTM s'articulent autour de 3 axes :

- La transformation de l'administration
- La cohésion sociale à travers les politiques de solidarité territoriale, d'éducation, de culture et de sport
- L'amélioration de la compétitivité territoriale

1— ANALYSE GÉNÉRALE :

- Contexte budgétaire contraint et incertain
- Augmentation du budget général par rapport à 2025
- 5 Budgets annexes au lieu de 3 jusqu'en 2025
- Dépenses de fonctionnement en hausse
- Marge de manœuvre réduite en matière fiscale
- Maintien du montant de l'emprunt/2025

1A-Le budget général (en mouvements réels)

	2026
Budget principal	1 463 525 309€
Budget annexe LTA	4 336 358€
Budget annexe CEDRE	2 781 380€
Budget annexe THD	41 172 672€
Budget annexe CTE-BIOM	4 266 248€
Budget annexe BGPISE	2 960 310€
BUDGET GENERAL	1 519 042 277€

Le CÉSECÉM note une augmentation du budget général par rapport à 2025 et l'intégration de 2 nouveaux budgets annexes.

1B-Les recettes du budget principal :

La section d'investissement

Le CÉSECÉM note :

- Une diminution de 22.84% des recettes évaluées à 334 millions d'euros par rapport à 2025 ;
- Un maintien de l'emprunt au niveau de celui de 2025 165 millions d'euros ;
- Une diminution de 5% des subventions européennes par rapport à 2025 estimées à 85 millions d'euros ;
- Une augmentation de 1.43% du FCTVA investissement par rapport à 2025 estimé à 21 millions d'euros ;

- Le maintien à environ 32 millions d'euros de la dotation d'équipements scolaires.

Le CÉSECÉM recommande de :

- Mettre en place d'un tableau de bord trimestriel sur la dette ;
- Documenter et valoriser le taux de réalisation des investissements en analysant les restes à réaliser ;
- Diversifier les sources de financement par l'optimisation des fonds européens.

La section de fonctionnement

Le CÉSECÉM relève une augmentation des recettes par rapport à l'année 2025 évaluées à 1 130 millions d'euros.

Les recettes fiscales sont en baisse (764 millions d'euros)

Le CÉSECÉM préconise de :

- Développer une stratégie de sécurisation des recettes fiscales par la création d'une cellule de prospective fiscale par exemple ;
- Optimiser le recouvrement ;
- Renforcer la maîtrise des charges de fonctionnement : audit interne des dépenses, achats groupés, amélioration de la performance des directions ;
- Renforcer le dispositif APA à domicile pour anticiper le vieillissement de la population.

1C-Les dépenses

La section d'investissement

Les dépenses du budget d'investissement, en diminution de 27 % par rapport à 2025 estimées à 405 millions d'euros en 2026.

Pour autant le CÉSECÉM note une augmentation des dépenses d'investissement par rapport à 2026 en matière :

- D'enseignement, formation professionnelle et apprentissage (47 millions d'euros) ;

- Culture, vie sociale, jeunesse, sport, loisirs (19 millions d'euros) ;
- Transports (99 millions d'euros) ;

Le CÉSECÉM note que les investissements dans le patrimoine éducatif ont augmenté. Toutefois, l'état du bâti nécessitant des interventions d'envergure, l'effort est à accentuer.

Le CÉSECÉM recommande également d'accroître les efforts en matière d'apprentissage insuffisamment doté.

Le transport public de voyageurs demeure un poste majeur (75,98 M€), marqué par les coûts élevés du TCSP et des dessertes liées à l'insularité. L'investissement routier (35,3 M€) reste essentiel pour le désenclavement du territoire.

Le CÉSECÉM recommande également la définition d'une stratégie de mobilité douce, aujourd'hui absente du budget.

S'agissant de l'action économique, dans un contexte de dépendance aux importations, le CÉSECÉM souligne la nécessité de renforcer l'autono-

mie alimentaire et énergétique, et recommande un soutien renforcé aux secteurs stratégiques : économie bleue, innovation, énergies renouvelables, économie circulaire et filières locales.

Concernant l'environnement et transition écologique, l'effort est insuffisant au regard des enjeux et mériterait d'être renforcé face aux défis de la transition écologique, de la gestion des déchets, de l'érosion littorale et de la préservation de la biodiversité exceptionnelle de la Martinique.

Le volet Culture, sport et patrimoine constitue un levier de cohésion et d'attractivité. Les investissements relevant de ce secteur mériteraient d'être prioritaires compte-tenu des besoins et des enjeux du territoire.

La section de fonctionnement

Les dépenses du budget de fonctionnement augmentent pour 2026 dépassant le milliard d'euros (1 058 237 996 euros)

Les postes de dépenses les plus importants sont :

Les services généraux : 229 millions d'euros (en baisse par rapport à 2025)

- RSA : 244 M€ (en hausse de 16.69% par rapport à 2025)
- Santé et action sociale : 185 M€ (en hausse de 12.69 % par rapport à 2025)
- Transport : 95 M€ (en hausse de 6.48% par rapport à 2025)

A ce stade de l'analyse, le CÉSECÉM attend le compte administratif 2025, pour connaître le niveau de mobilisation des emprunts contractualisés en 2025.

L'augmentation récurrente des dépenses de RSA (+16 % en 2026) révèle une vraie problématique de développement économique et de formation professionnelle.

Le CÉSECÉM est conscient des difficultés auxquelles se trouve confrontée la CTM, pour élaborer et gérer le BP 2026 et réitère son souhait de mise en place de dispositifs d'évaluation permanents.

2— BUDGETS ANNEXES :

2A-BGPISE : 2 960 310€

Le CÉSECÉM formule un avis réservé, motivé par les préoccupations suivantes :

- Le défaut d'investissement peut compromettre la fiabilité des installations et la continuité du service.
- La baisse de 46 % des charges de personnel nécessite des explications précises, eu égard aux

risques sur la qualité du service rendu, la disponibilité des équipes, et la capacité de réaction en cas d'incident.

- Avec un taux de 33,8 % de subvention, l'autonomie financière du service apparaît fragilisée.

Le CÉSECÉM recommande :

- La justification de l'absence d'investissement et la présentation d'un plan pluriannuel crédible.
- La clarification de la réduction des effectifs et de ses impacts opérationnels.
- L'analyse de la baisse des recettes commerciales et la mise en place d'un plan de redressement.
- Une stratégie visant à réduire la dépendance aux subventions.

- Un diagnostic actualisé du réseau pour anticiper les besoins de renouvellement.

Si le budget est comptablement équilibré, les orientations retenues — absence d'investissement et contraction massive de la masse salariale — soulèvent des questionnements sur la soutenabilité du modèle et la viabilité à moyen terme.

du service public de l'eau. L'avis est donc RÉSERVÉ, dans l'attente d'éclaircissements approfondis sur ces points structurants.

En conclusion, ce projet de budget appelle des réserves significatives. Si l'équilibre comptable est respecté, les choix stratégiques sous-jacents (absence d'investissement, réduction massive des charges de personnel) interrogent sur la soutenabilité du modèle et la viabilité à moyen terme.

2B-LTA : 4 336 358€

Le budget primitif 2026 du Laboratoire Territorial d'Analyses traduit le fonctionnement d'un service public technique avec une forte intensité en personnel qualifié et en équipements spécialisés. Toutefois, la dépendance structurelle aux dotations de la CTM, combinée à l'absence d'éléments prospectifs et de données de performance interroge la

viabilité financière à moyen terme du laboratoire. Le CÉSECÉM considère que le budget gagnerait à être accompagné d'éclaircissements sur la stratégie d'autonomisation financière et la programmation des investissements, d'éléments prospectifs et d'indicateurs de performance.

2C-CEDRE : 2 781 380€

2D-CTEBIOM : 4 266 248€

2E-THD : 4 266 248€

Le CÉSECÉM note l'absence de plusieurs éléments, notamment la structure détaillée de la dette, l'état d'avancement du déploiement, des indicateurs de performance et des projections pluriannuelles permettant d'apprécier la trajectoire financière du projet. Cette absence d'informations clés limite la lisibilité d'ensemble.

Le CÉSECÉM recommande la publication régulière et publique des données, ratios et indicateurs de performance, la réalisation d'un tableau de bord mensuel, complété par un reporting trimestriel pour contribuer à une vision claire et actualisée des avancées et des risques.

Le CÉSECÉM reconnaît pleinement l'importance stratégique du Très Haut Débit pour la Martinique.

Néanmoins, le CÉSECÉM souligne que le budget 2026, en l'état, risque de rendre difficile le déploiement du THD.

En conclusion, le CÉSECÉM note que le budget primitif 2026 de la Collectivité Territoriale de Martinique affiche un niveau élevé d'investissement, notamment dans les infrastructures, l'éducation et le développement territorial, tout en indiquant un autofinancement positif.

La capacité de la CTM à mobiliser des financements externes, en particulier européens, constitue également un levier majeur.

Cependant, plusieurs fragilités structurelles menacent la soutenabilité du budget. Le sous-financement des allocations de solidarité, la dépendance accrue à l'endettement et les moyens insuffisants consacrés à la transition écologique demeurent préoccupants.

Dans ce contexte, le CÉSECÉM identifie quatre priorités pour assurer une exécution budgétaire maîtrisée en 2026 :

1. Maîtriser les dépenses sociales (RSA et APA)
2. Anticiper les impacts des réformes fiscales
3. Améliorer le taux de réalisation des investissements
4. Maintenir un autofinancement

Le CÉSECÉM préconise de mettre en œuvre un plan d'action sur le RSA, l'élaboration d'une stratégie pluriannuelle de sécurisation des recettes fiscales, à la production d'un rapport complet sur l'endettement et à un renforcement de la transparence budgétaire, notamment via la publication des ratios et d'un résumé budgétaire clair et accessible pour le public.

Le CÉSECÉM observe une certaine cohérence entre les orientations formulées lors du Débat d'Orientations Budgétaires 2026 et les choix budgétaires retenus dans le Budget Primitif 2026. Les priorités sectorielles affichées — éducation, infrastructures, développement territorial, gestion des fonds euro-

péens — sont reprises dans le budget primitif. Le BP confirme également les risques déjà identifiés dans le DOB, en particulier l'explosion des dépenses sociales, la fragilité des recettes fiscales et le recours accru à l'endettement. Les tensions financières anticipées dans le DOB se matérialisent pleinement dans le BP : épargne nette faible, dépendance à l'emprunt (165 M€), sous-financement du RSA, et baisse des dotations de l'État. Sur ce point, le BP valide le diagnostic du DOB et reflète une continuité dans l'appréciation des contraintes.

Toutefois, la mise en œuvre concrète de certains engagements — pilotage pluriannuel, transparence financière, transition écologique, maîtrise des charges sociales — demeure incomplète.

L'état détaillé de la dette, les trajectoires financières, les scénarios alternatifs ou les ratios réglementaires demeurent absents. Cette insuffisance limite la capacité à apprécier la soutenabilité réelle de la trajectoire budgétaire.

Enfin, certaines ambitions stratégiques, notamment en matière de transition écologique ou de maîtrise des dépenses sociales, restent peu visibles dans le BP, où les crédits pour l'environnement apparaissent modestes.



www.cesecem.mq

